

## Financements de la BERD dans les pays arabes

# 5,2 milliards d'euros consentis dont 1,23 milliard pour le Maroc

Depuis le démarrage de ses activités dans la région Sud et Est de la Méditerranée en 2012, qui englobe 4 pays arabes, les investissements de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) ont atteint 5,2 milliards d'euros au profit de 130 projets. L'Égypte arrive en tête des pays bénéficiaires devant, respectivement, le Maroc, la Jordanie et la Tunisie.

Le Maroc maintient son statut de deuxième client de la BERD dans la région SEMED (Sud et Est de la Méditerranée). Selon les dernières statistiques, les investissements cumulés de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement dans le pays ont atteint 1,23 milliard de milliards d'euros. Et ce depuis septembre 2012, date du démarrage de ses activités au Maroc, jusqu'à fin juin 2016. Au Maroc, l'institution a investi (engagements) dans 30 projets. 54% des financements sont allés au secteur privé. Selon la BERD, son portefeuille actif au Maroc est estimé à ce jour à 777 millions d'euros. 34% concerne des projets d'infrastructures. En outre, 24% du portefeuille concerne des financements accordés aux institutions financières. Il s'agit notamment de lignes de crédit, facilitant le commerce ou soutenant le développement des TPME, obtenues auprès des banques locales. Concernant le secteur de l'énergie, il représente également 24% du portefeuille actif de la BERD au Maroc. Les 18% restants du portefeuille représentent des financements consentis aux secteurs de l'industrie, commerce et agrobusiness.

Rappelons que la BERD, qui a été fondée en 1991 pour instaurer une ère nouvelle en Europe centrale et orientale favorisant notamment la transition vers des économies de marché, avait depuis 2012 élargi son activité à la région SEMED, qui couvrait jusqu'à mi-juillet 2017 4 pays : Maroc, Égypte, Jordanie et Tunisie. «La Banque a d'ores et déjà investi quelque 5,2 milliards d'euros, répartis sur 130 projets, dans la région SEMED. Ces projets concernent les ressources naturelles, les institutions financières, l'agro-industrie, l'industrie manufacturière et les services, ainsi que les projets d'infrastructures : électricité, distri-



Désormais actionnaire de la BERD, le Liban aspire à devenir un pays d'opérations de la banque dans la région SEMED, à l'instar du Maroc, de l'Égypte de la Jordanie et de la Tunisie.

bution d'eau et eaux usées, modernisation des services de transport», indique la BERD dans un communiqué publié le 17 juillet.

L'Égypte arrive en tête des pays bénéficiaires avec plus de 2,33 milliards d'euros destinés à financer 47 projets. Quant à la Jordanie, elle est le troisième bénéficiaire du soutien de la BERD avec près de 1 milliard d'euros au profit d'une trentaine de projets, devant la Tunisie où la banque européenne a investi environ de 350 millions d'euros dans une vingtaine de projets. Soulignons que le Liban est désormais actionnaire de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Il est donc le cinquième pays membre de la BERD situé dans la région SEMED, après l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie. Le Liban aspire à devenir bénéficiaire des investissements et des conseils de la BERD, c'est-à-dire devenir un pays d'opérations à part entière. Il appartient maintenant au Conseil des gouverneurs de la BERD, qui représente les actionnaires de la Banque, d'accorder au Liban le statut de pays d'opérations. Le Conseil des gouverneurs de la BERD a, en outre, approuvé en mai dernier l'engagement de la Banque en Cisjordanie et à Gaza pour une période initiale de cinq ans, afin de soutenir le développement de l'économie locale en investissant via des fonds d'affectation spéciale. ■

Moncef Ben Hayoun

Au Maroc, l'institution a investi plus de 1,23 milliard dans 30 projets : 54% des financements sont allés au secteur privé.